



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 462

Texte de la question

POLITIQUE DE SOLIDARITÉ

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, ma question est très simple : quelle est votre conception de la solidarité ?

M. Jean-Michel Fourgous. Et son financement surtout !

M. Jean-Marc Ayrault. J'ai constaté avec stupéfaction jeudi dernier que le Président de la République avait rayé ce mot de son vocabulaire. Pas une fois il ne l'a prononcé. (*" Eh oui ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) J'ai également entendu le Président demander aux titulaires de la prime pour l'emploi, c'est-à-dire des salariés modestes, qui touchent au plus 1 800 euros, de financer le revenu de solidarité active.

Un député du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Lamentable !

M. Jean-Marc Ayrault. Nous avons là un saisissant résumé des réformes de M. Sarkozy : déshabiller Pierre pour habiller Paul, exiger des plus modestes de prendre en charge l'effort de solidarité pendant que les plus favorisés en sont systématiquement exonérés.

Ce sont les malades qui paient pour la recherche sur la maladie d'Alzheimer avec les franchises médicales. Ce sont les familles modestes qui vont perdre 600 euros dans le nouveau mode de versement des allocations familiales. Ce sont les chômeurs qui sont rendus coupables de leur situation avec le projet de supprimer leurs allocations en cas de refus de deux emplois, même si c'est à un salaire nettement inférieur.

Bribes par bribes, injustices par injustices, vous rendez les réformes haïssables aux Français, selon l'expression de l'un de vos amis, M. Hervé de Charrette, député du Maine-et-Loire.

Monsieur le Premier ministre, vous dites assumer votre part d'erreurs dans l'échec de cette politique. Êtes-vous prêt à aller plus loin, êtes-vous prêt à reconnaître enfin l'erreur du paquet fiscal, que les Français condamnent, et à en affecter une partie au financement de la politique sociale ? (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Vous l'avez compris, ma question est vraiment très simple : quelle est votre conception de la solidarité ? Nous attendons une réponse claire avec une grande majorité de Françaises et de Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. Claude Goasguen. Démago !

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur Ayrault, je comprends que vous soyez en colère. (*" Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Le revenu de solidarité active pour les socialistes, c'est un sujet de colloque, c'est un engagement que l'on prend lors des campagnes électorales. Pour nous, c'est un projet que nous mettons en oeuvre, et je suis heureux d'avoir à mes côtés Martin Hirsch, qui en est à l'origine et qui a le courage de passer de la conception intellectuelle à l'application. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*) Ce projet de solidarité va nous permettre d'atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé : réduire la pauvreté d'un tiers en cinq ans.

La France est l'un des pays d'Europe qui consacrent le plus d'argent à la politique sociale.

M. Maxime Gremetz. Non !

M. le Premier ministre. Nous proposons aujourd'hui de dégager 1,5 milliard de plus pour que, dans notre pays, travailler rapporte plus qu'être dans une situation d'assistance.

Dans ce cadre, Martin Hirsch a engagé une concertation pour voir comment l'ensemble des minima sociaux peuvent être activés pour lutter plus efficacement contre la pauvreté, ce que nous n'avons pas réussi à faire dans le passé, ce que vous n'avez pas réussi à faire dans le passé.

Nous allons poursuivre cette concertation, avec vous si vous êtes disponibles, avec les partenaires sociaux qui soutiennent le revenu de solidarité active.

Nous espérons que le parti socialiste va sortir de l'attitude négative qui est la sienne (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) : non à la réforme de l'université, non à la réforme des régimes spéciaux de retraite, non aux heures supplémentaires. Ce n'est pas en disant non à tout que vous participerez à la modernisation de notre pays ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Ayrault](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 462

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 avril 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 avril 2008